Demande d'enregistrement de l'IG « Cuba »

La République de Cuba a fait part d'une demande d'enregistrement de l'IG « Cuba » le 8 avril 2021 conformément à l'article 23, du règlement (UE) 2019/787 relatif à la demande d'enregistrement d'une indication géographique. Après instruction par les services de la Commission Européenne (COM), la demande portée par CORPORACIÓN CUBA RON s'est vue publiée au JOUE le 22 février 2023 conférant ainsi aux autorités d'un État membre ou d'un pays tiers ou une personne physique ou morale ayant un intérêt légitime et qui réside ou est établie dans un pays tiers la possibilité de soumettre un acte d'opposition à la Commission dans un délai de trois mois suivant la publication de la demande soit avant le 22 mai 2023.

Les services de l'INAO ont informé dès le 23 février les organisations professionnelles des IG rhums ainsi que les membres de la commission « filière rhums » de cette publication.

Le Conseil Interprofessionnels du rhum traditionnel des DOM (CIRT-DOM) ainsi que l'ODG des Rhums Traditionnels des DOM sous IG et le Syndicat de Défense de l'AOC Martinique ont souhaité courant mai que les autorités françaises s'opposent à cette demande d'enregistrement.

Après avoir procédé à l'étude du document unique publié pour opposition par la Commission Européenne, les autorités françaises ont estimé qu'effectivement un certain nombre d'éléments justifiaient une déclaration d'opposition conformément à l'article 28 1. a) du règlement 2019/787.

Le document unique comporte en effet des ambiguïtés qui laissent penser que le produit ne répondrait pas aux exigences relatives aux règles de production du rhum, définit les différents produits sur des critères subjectifs, impossibles à contrôler et ambigus pour le consommateur, et manque de précisions sur certains points essentiels de la méthode de production permettant de distinguer le rhum de Cuba des autres rhums et d'établir un lien à l'origine géographique. (Cf. détail des motifs d'opposition dans la note de la séance de la CNBS du 7 juin 2023)

Sur ces bases, un acte d'opposition a été formulé par les autorités françaises le 22 mai 2023, puis une déclaration d'opposition détaillée a été transmise auprès de la Commission Européenne le 20 juillet 2023.

La COM a jugé cette déclaration d'opposition recevable le 30 août, ce qui ouvre une période de 3 mois, le cas échéant prorogeable pour 3 mois supplémentaires, durant laquelle les autorités françaises et le demandeur cubain sont invités à engager des discussions.

Deux groupes français, investis dans l'élaboration et la commercialisation de rhums Cuba, ont facilité les échanges avec le demandeur qui dès le 13 octobre a transmis un courrier de réponses aux oppositions, assorti du document unique et du cahier des charges modifiés.

Les autorités françaises ont analysé ces documents qui présentent des améliorations notables mais certains points nécessitent encore des précisions de la part du demandeur. De ce fait les consultations se poursuivent avec CORPORACIÓN CUBA RON.

Dans un délai d'un mois qui suivra la période de consultations, le demandeur sera invité à informer la COM des résultats obtenus.

La Commission Boissons Spiritueuses est invitée à prendre connaissance de ces informations